

## Les liens du trafic : parenté, voisinage et genre dans des narcomarchés<sup>1</sup>

---

MANUELA PEREIRA DA CUNHA

Partant des vastes réseaux de parenté et de voisinage qui constituent des configurations carcérales récentes, on remontera, *extra-muros*, jusqu'à l'organisation du trafic détaillant de drogue au Portugal. L'évolution et les propriétés spécifiques de celui-ci seront esquissées grâce à une comparaison avec les structures d'autres marchés du même type situés dans d'autres contextes, ainsi qu'avec les façons selon lesquelles les catégories d'ethnicité et de genre interagissent avec ces structures. Il est également fait appel aux caractéristiques de la pauvreté au Portugal afin de rendre compte d'une modalité de trafic qui peut être qualifiée d'économie illégale semi-périphérique. C'est dans ce cadre que seront mis en lumière les modes selon lesquels les liens de parenté et d'autres types de solidarité de proximité interviennent dans ces narcomarchés.

RÉSEAUX SOCIAUX ET NARCOMARCHÉS :  
QUESTIONS DE DIMENSION, ÉCHELLE,  
ORGANISATION ET INTÉGRATION HIÉRARCHIQUE

Vers les années 1990, les populations carcérales au Portugal présentaient non seulement un fort essor démographique, mais aussi des configurations sociales particulières dont la nouveauté tenait au

1. Je remercie la Wenner-Gren Foundation for Anthropological Research (Gr. 6099), qui a financé une partie de cette recherche.

caractère massif de leur présence derrière les barreaux. Il s'agit de vastes réseaux de parenté et de voisinage – c'est-à-dire de réseaux d'interconnaissance préalable à la détention – qui, dans le cas des parentèles, pouvaient s'étendre à trois générations et comprendre une douzaine de parents incarcérés en un seul établissement (Cunha, 2002 ; 2005<sup>1</sup>). Inévitablement, de si amples parentèles incarcérées ont été associées à des notions de criminalité organisée et, plus spécifiquement, n'ont pas manqué de faire qu'en soit évoquée la modalité familialiste, dont la *mafia* serait le paradigme. Il semblait aller de soi, en tout cas, que la dimension de ces réseaux carcéraux d'interconnaissance correspondrait nécessairement à celle de réseaux criminels et traduirait ainsi la dimension habituelle de ceux opérant dans l'économie de la drogue. Car c'est autour de l'économie de la drogue que ces transformations ont eu lieu.

Je soutiendrai ici que l'angle carcéral crée en fait une série d'illusions d'optique quant aux façons dont les liens sociaux sont mobilisés dans l'économie détaillante de drogue qui, au Portugal, est une des plus importantes filières de provenance des détenus. Néanmoins, puisque la référence aux niveaux détaillant ou grossiste des narcomarchés présente souvent un risque de réification, je souhaite préciser avant tout qu'elle prétend situer ici tout simplement une échelle d'affaires et non pas les personnages du trafic, qui peuvent circuler entre des échelles (Adler, 1993<sup>2</sup> ; Duprez et Kokoreff, 2000<sup>3</sup>) ; deuxièmement, ces niveaux ne font référence ni au degré d'organisation, ni à la dimension des organisations (le marché grossiste peut opérer au travers d'organisations petites et peu structurées, de même que le détaillant peut comprendre des organisations de plus grande taille et plus structurées (Maher, 1997<sup>4</sup> ; Johnson, Hamid et Sanabria, 1992<sup>5</sup>) ; enfin, les deux niveaux ne sont pas forcément

articulés dans une même organisation, intégrée hiérarchiquement et distincte d'autres. Ils peuvent plutôt fonctionner de manière relativement autonome, l'intersection se faisant par des intervenants variables : un détaillant peut négocier avec différents grossistes et *vice versa*, chacune de ces alliances pouvant être ponctuelle et indépendante des autres. Il est ainsi possible de dire, à l'instar de Peter Reuter :

Heroin importers, selling to heroin wholesalers, constitute *one market*. Heroin retailers, selling to final consumers, constitute *another market* [...], Heroin distribution enterprises involve armslength transactions between different levels rather than integration of importing, wholesale and retailing components (1985, 8, 12)<sup>1</sup>.

#### LA MOBILISATION DES LIENS SOCIAUX : LE SANG EST-IL PLUS ÉPAIS QUE L'EAU ?

Pour revenir à la mobilisation des réseaux sociaux dans les narcomarchés détaillants au Portugal, ni les opérations du trafic ne présupposent pour la plupart une concertation collective du genre de celle qui informe la figure juridique de « bande organisée », ni le sang ne semble être plus épais que l'eau, c'est-à-dire que l'univers familial ne prévaut pas de façon nette sur d'autres réseaux de proximité. Si les liens de parenté ne découlent pas d'unités familiales étendues relativement fermées, socialement et économiquement intégrées, dotées d'une structure verticale d'autorité à l'instar du cas classique des familles criminelles italo-américaines formulé par Ianni et Ianni (1972)<sup>2</sup> – et qui ne sont d'ailleurs pas sans équivalent dans les élites de l'économie formelle (Pedroso de Lima, 1999)<sup>3</sup> –, c'est que dans les milieux défavorisés les unités familiales ne disposent pas non plus des mêmes ressources pour « organiser la vie » des leurs et les souder de la sorte dans un projet collectif de grande échelle (Wall, 1998)<sup>4</sup>. Dans les quartiers pauvres où siègent des narcomar-

1. Peter Reuter (1985), *The Organization of Illegal Markets: An Economic Analysis*, Port Townsend (WA), US Department of Justice / Loompanics Unlimited.

2. Francis Ianni, Elizabeth Reuss-Ianni (1972), *A Family Business. Kinship and Social Control in Organized Crime*, Nova Iorque, Russel Sage.

3. Antónia Pedroso de Lima (1999), « Sócios e parentes : Valores familiares e interesses económicos nas grandes empresas familiares portuguesas », *Etnográfica*, vol. III, n° 1, p. 87-111.

4. Karin Wall (1998), *Famílias no Campo. Passado e Presente em Duas Freguesias do Baixo Minho*, Lisboa, Dom Quixote.

1. Manuela Cunha (2002), *Entre o Bairro e a Prisão : Tráfico e Trajectos*, Lisboa, Fim de Século ; Manuela Cunha (2005), « From neighbourhood to prison. Women and the war on drugs in Portugal », in J. Sudbury (ed.), *Global Lockdown. Race, Gender, and the Prison Industrial Complex*, New York, Routledge, p. 155-165.

2. Patricia Adler (1993) [1985], *Wheeling and Dealing. An Ethnography of an Upper-Level Drug Dealing and Smuggling Community*, Nova Iorque, Columbia University Press.

3. Dominique Duprez, Michel Kokoreff (2000), *Les mondes de la drogue*, Paris, Odile Jacob.

4. Lisa Maher (1997), *Sexed Work. Gender, Race and Resistance in a Brooklyn Drug Market*, Oxford, Clarendon Press.

5. Bruce Johnson, Ansley Hamid, Harry Sanabria (1992), « Emerging models of crack distribution », in T. Mieczkowski (ed.), *Drugs, Crime, and Social Policy : Research, Issues, and Concerns*, Boston, Allyn & Bacon, p. 56-78.

chés détaillants, les solidarités se construisent de façon plus aléatoire, entre l'univers des parents et celui des voisins, et « organisent » plutôt la « survie » au travers de pratiques quotidiennes où ces deux univers se confondent. L'univers des parents est certes mobilisable, mais par petits segments, dans des incursions plus atomistiques dans le marché. Chacun investit pour son compte, ou en formant des petites coalitions, dans une structure d'opportunités que le trafic est venu ouvrir à tous dans le quartier.

D'ailleurs, les contours de la loyauté se définissent plutôt à partir de l'univers du quartier que, spécifiquement, de celui de la famille. C'est dans ce cadre qu'on peut placer l'interdiction de délation, par exemple. Néanmoins, il faut préciser que cette injonction de non-délation ne relève nullement d'un quelconque code criminel, mais tout simplement de codes vicinaux de solidarité. Ainsi, même quelqu'un qui exècre profondément le trafic sera encore plus choqué par l'idée de dénoncer un trafiquant qui serait, comme lui, un « fils du quartier ». Dans ce sens, il serait erroné d'associer au quartier l'idée d'une sous-culture déviante. Il s'agit plutôt d'une hiérarchie de valeurs qui, incidemment, favorise le trafic (Chaves, 1999)<sup>1</sup>.

#### ÉCONOMIE DE LA DROGUE ET STRUCTURE COMPARÉE D'OPPORTUNITÉS ILLÉGALES

Il est vrai, d'autre part, que cette structure d'opportunités a aussi stigmatisé les quartiers urbains pauvres (Fernandes, 1998)<sup>2</sup> et les a constitués en cibles collectives et routinières de l'attention des polices. Je ne vais cependant pas m'arrêter ici sur les logiques massificatrices que la répression du trafic a imprimées à l'action du champ policier et judiciaire, et qui sont pour beaucoup dans la reconfiguration du paysage carcéral en des réseaux de parenté et de voisinage (Cunha, 2002)<sup>3</sup>. Je me limiterai aux raisons de cette reconfiguration qui tiennent aux modalités par lesquelles évolue le trafic détaillant au

Portugal. Pour en cerner les propriétés spécifiques, il faut d'abord dégager sa structure de marché à la lumière de deux grands modèles qui, aux États-Unis, ont été désignés respectivement par modèle *free-lance* et « modèle entreprise » (*business model* ; voir Johnson, Hamid et Sanabria, 1992)<sup>1</sup>.

En Europe, cette typologie en recouvre une autre, proposée par Vincenzo Ruggiero et Nigel South (1995)<sup>2</sup>, qui parlent plutôt de « crime en association » et de « crime en organisation » respectivement. *Grosso modo*, le premier type (*free-lance* ou « crime en association ») se caractérise par la fluidité, les opérations reposant sur l'initiative individuelle ou sur la coopération ponctuelle et variable entre individus. Si division du travail il y a, elle est simplement technique et ne se traduit pas dans une structure verticale ; le modèle « entreprise » présente une tout autre rigidité, constatable dans la forte hiérarchisation interne de larges équipes fixes qui comprennent des salariés soumis à une étroite supervision et à un contrôle serré. De plus, s'il est vrai que la violence n'est pas absente des contextes *free-lance*, marqués par l'instabilité et la compétition, elle est bien plus systématique dans la modalité plus structurée, où elle est utilisée comme méthode pour assurer la discipline interne aux équipes.

#### LA STRATIFICATION SELON LE GENRE

C'est là l'une des raisons pour lesquelles l'expansion de l'économie de la drogue aux États-Unis ne s'est pas traduite par l'ouverture équitable de la structure d'opportunités illégales telle qu'elle a été annoncée par quelques auteurs (Bourgeois, 1989<sup>3</sup> ; Williams, 1992<sup>4</sup>). Ces marchés sont finalement très stratifiés, notamment selon le sexe et l'appartenance ethnique, en raison de plusieurs barrières idéologiques à leur accès. Dans le cas des femmes, on a confondu présence avec participation (Maher, 1997), c'est-à-dire qu'on a pris une plus grande présence féminine dans l'effervescente

1. Miguel Chaves (1999), *Casal Ventoso : Da Gandaia ao Narcotráfico*, Lisboa, Imprensa de Ciências Sociais.

2. Luís Fernandes (1998), *O Sítio das Drogas*, Lisboa, Editorial Notícias.

3. En dehors d'une action policière très focalisée sur certains quartiers, l'effet « grand réseau » est souvent le simple produit de la gestion judiciaire des procès pour drogue, où des noyaux de personnes discontinus ou très faiblement connectés sont juxtaposés (Cunha, 2002).

1. *Op. cit.*

2. Vincenzo Ruggiero, Nigel South (1995), *Eurogrugs. Drug Use, Markets and Trafficking in Europe*, Londres, UCL Press.

3. Philippe Bourgeois (1995), *In Search of Respect. Selling Crack in El Barrio*, Cambridge, Cambridge University Press.

4. Terry Williams (1992), *Crackhouse : Notes from the End of the Line*, Nova Iorque, Addison-Wesley.

économie du *crack* (Fagan, 1994)<sup>1</sup> pour ce qui n'était qu'une participation somme toute marginale, subordonnée et interstitielle dans cette économie (Maher et Daly, 1996)<sup>2</sup>. Il faut dire, toutefois, que, bien que ces barrières idéologiques soient communes aux deux types de marché, elles deviennent bien plus efficaces dans la version plus structurée, ou organisationnelle, que dans la version *free-lance*, dont la fluidité, l'atomisation et la faible interdépendance hiérarchique se prêtent moins à ce type d'imperméabilisation à la participation de certaines catégories de personnes, que ce soit des catégories de genre ou des catégories ethniques (Jacobs et Miller, 1998<sup>3</sup> ; Morgan et Joe, pour des expériences féminines plus réussies et autonomes dans des marchés typiquement *free-lance*<sup>4</sup>).

Or, autant dans les marchés américains que dans beaucoup de marchés européens, on assiste dans les années 1990 à une nette régression du modèle *free-lance* en faveur de la modalité plus organisée. Selon certains auteurs (Dorn *et al.*, 1992)<sup>5</sup>, le déclin de ce modèle serait une adaptation à une répression policière croissante, qui tendrait aussi à éliminer du marché les intervenants moins expérimentés et plus irréguliers. Au Portugal, les narcomarchés de niveau équivalent ont connu la même intensification du contrôle policier, qui a d'ailleurs donné lieu, dans les banlieues défavorisées, à des épisodes historiques répressifs du même ordre (Chaves, 1999)<sup>6</sup>. Pourtant, la réponse adaptative s'est faite en sens contraire et l'évolution structurelle des marchés a été précisément inverse : dans les années 1990, le modèle *free-lance* prenait le devant sur la structure plus rigide qui dominait auparavant (Chaves, 1999 ; Cunha, 2002)<sup>7</sup>. Il s'est alors créé dans ces territoires urbains pauvres une structure d'opportunités illégales extrêmement ouverte, dans laquelle tous, indépendamment de l'âge, du sexe, de l'insertion ethnique, du style de vie ou de l'expérience précédente, pouvaient participer.

1. Jeffrey Fagan (1994), « Women and drugs revisited : Female participation in the cocaine economy », *Journal of Drug Issues*, n° 24, p. 179-225.

2. Lisa Maher, Kathleen Daly (1996), « Women in the street-level drug economy : Continuity or change ? », *Criminology*, vol. 34, n° 4, p. 465-491.

3. Bruce Jacobs, Jody Miller (1998), « Crack dealing, gender, and arrest avoidance », *Social Problems*, vol. 45, n° 4, p. 550-569.

4. Patricia Morgan, Ann Jaren Joe (1997), « Uncharted terrain : Contexts of experience among women in the illicit drug economy », *Women and Criminal Justice*, vol. 8, n° 3, p. 85-109.

5. Nicholas Dorn, Murji Karim, Nigel South (1992), *Traffickers. Drug Markets and Law Enforcement*, Londres-Nova Iorque, Routledge.

6. *Op. cit.*

7. *Op. cit.*

Moins violent et reposant plus sur des relations commerciales stratégiques et sur l'articulation avec le domaine domestique (Chaves, 1999), ce marché ne paraît pas exiger de la part des candidats une particulière agressivité perçue comme attribut masculin. Le filtrage des participants au trafic selon des critères de sexe est donc moins opérant pour cette raison, mais aussi parce qu'au Portugal les idéologies de genre des classes populaires n'ont jamais confiné les femmes aux seuls rôles domestiques. Ces idéologies s'accroissent depuis longtemps de stratégies de survie qui passent par la participation féminine massive au monde du travail rémunéré. On peut ainsi voir des femmes évoluer dans l'économie de la drogue, mais également des personnes âgées, des personnes sans contact antérieur avec des activités criminelles, et aussi beaucoup de non-consommateurs (non-toxicomanes). Avec une relative facilité, chacun a pu se lancer de façon autonome dans le trafic, en obtenant des drogues par exemple en régime d'emprunt au travers de réseaux de voisinage.

#### TRAFIC ET CADRES DE VIE : CONTINUITÉ, DISCONTINUITÉ ET « ENDOGÉNÉISATION »

La plupart du temps, cela n'aboutit pas à des changements de poids dans la vie économique de ces personnes, que ce soit dans l'échelle de consommation ou dans leur inscription dans le monde du travail. Autrement dit, l'entrée dans le narcomarché n'a pas été suivie d'une sortie du marché de travail, et les revenus du trafic ne se substituent pas aux revenus d'origine non criminelle. Ils se combinent à eux, en tant que simple supplément. Mais il est important de remarquer réciproquement que cette entrée dans l'économie de la drogue n'est pas non plus précédée, dans la plupart des cas, d'une désinsertion du monde du travail. En effet, on ne constate pas ici la même désaffection massive par rapport au système d'emploi légal qui caractérise d'autres narcomarchés, même si ce n'est qu'une insertion dans les marges, c'est-à-dire dans les couches les plus précaires, non protégées et mal payées de ce système, et qui s'engagent fréquemment, en partie, dans le secteur informel.

Il faut dire à ce propos qu'au Portugal le secteur informel correspond à peu près à 22 % du PIB. Ailleurs, comme en France et aux États-Unis, l'informalité de l'économie est devenue malgré tout comparativement bien plus contrôlée, ce qui en même temps réduit les opportunités de travail dans ce secteur, ou rétrécit les marges de ce

qui, historiquement, a souvent représenté une alternative économique viable pour les plus démunis. L'inscription de la plupart de ces petits trafiquants portugais dans le marché du travail, même si ce n'est que dans le secteur informel ou dans les franges périphériques du secteur formel, correspond à l'une des caractéristiques qui fait la spécificité de la pauvreté au Portugal. L'autre caractéristique est une inscription relativement forte dans des réseaux sociaux de proximité, ce qui a d'ailleurs été décrit comme la « société-providence » qui, au Portugal, pallie encore les insuffisances d'un État-providence faible (Santos, 1993)<sup>1</sup>. Le profil de pauvreté qui domine en ce pays ne recouvre pas, en conséquence, celui qu'on désigne normalement par « exclusion », car la notion d'exclusion implique une double désaffiliation face à ces deux réalités, c'est-à-dire le travail et les solidarités de proximité (Castel, 1991<sup>2</sup>; voir aussi Merrien, 1996<sup>3</sup>; Paugam, 1996<sup>4</sup>).

Revenant aux quartiers pauvres où se déroule le trafic détaillant, la pluriactivité y est courante, intégrant autant le travail légal que le travail au noir et la vente illicite (c'est-à-dire irrégulière et semi-clandestine) de produits licites, comme, par exemple, poissons, légumes, vêtements, entre autres. Le trafic est venu s'inscrire dans cette zone de coexistence complexe et de confluence entre formalité et informalité, n'en étant qu'un des ingrédients et un avatar récent. Des réalités semblables à cet égard ont déjà été décrites au travers de notions comme « économie de la débrouillardise » (Duprez et Kokoreff, 2000)<sup>5</sup>, « bazar », « mobilité latérale » (Ruggiero et South, 1996)<sup>6</sup> et « économie métissée » (Godefroy, 1999)<sup>7</sup>.

D'ailleurs, dans les quartiers portugais dont il question, le mot *vente*, qui équivaut aussi à « trafic », exprime cette ambiguïté et a été

1. Santos Boaventura de Sousa (1993), « O Estado, as relações salariais e o bem-estar social na semi-periferia : O caso português », in B. S. Santos (éd.), *Portugal : Um Retrato Singular*, Porto, Afrontamento, p. 15-59.

2. Robert Castel (1991), « De l'indigence à l'exclusion, la désaffiliation, précarité du travail et vulnérabilité relationnelle », in J. Donzelot (éd.), *Face à l'exclusion. Le modèle français*, Paris, Esprit, p. 137-168.

3. François-Xavier Merrien (1996), « État-providence et lutte contre l'exclusion », in S. Paugam (éd.), *L'exclusion. L'État des savoirs*, Paris, La Découverte, p. 417-425.

4. Serge Paugam (1996), « Pauvreté et exclusion. La force des contrastes nationaux », in S. Paugam (éd.), *L'exclusion. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, p. 389-404.

5. *Op. cit.*

6. *Op. cit.*

7. Thierry Godefroy (1999), « Économies parallèles ou métissées ? Exemples d'activités hybrides », in Jean-Michel Bessette (dir.), *Crimes et cultures*, Paris, L'Harmattan, p. 159-174.

pour moi une source de confusion constante au début du travail de terrain. « Faire la vente » (*andar na venda*) pouvait désigner indifféremment aussi bien des activités légales ou semi-légales qu'illégales, sans faire cas du statut des produits vendus ou de la légalité des transactions. Il me fallait, en effet, ne pas oublier que le trafic est avant tout une catégorie juridique et policière. De la même façon, si le critère de légalité n'aboutit pas à séparer les produits transactionnés, à plus forte raison le statut des différentes drogues n'intervient pas non plus à ce niveau pour spécialiser ou bipolariser les circuits ou les acteurs selon les substances vendues. Héroïne, cannabis et, en moindre quantité, cocaïne ne font pas l'objet de tri au sein de l'illégalité dans ce contexte.

Il faut rajouter que dans les quartiers pauvres ces pluri-revenus s'articulent à d'autres éléments stratégiques de survie, comme le recours à la mise en gage et au *fiado*, une forme populaire de crédit informel sans intérêts ou garantie, ancrée dans les réseaux de voisinage et d'interconnaissance. Or l'économie de la drogue a été accommodée en parfaite continuité par ces circuits traditionnels, dans lesquels circulent par exemple, et selon les mêmes modalités d'emprunt, des produits alimentaires, de l'argent ou des doses d'héroïne ou de haschich destinées à être revendues. On va chez la voisine demander quelques doses d'héroïne pour arrondir la fin du mois, de la même façon que dans une autre occasion auparavant on lui avait demandé une tasse de sel ou trois œufs pour dépanner la confection d'un repas. Une activité marchande comme le trafic se greffe donc sur des circuits non marchands et s'articule à des échanges non marchands.

#### UNE ÉCONOMIE DE LA DROGUE SEMI-PÉRIPHÉRIQUE

En somme, ces narcomarchés ne constituent pas au Portugal un cadre de travail distinct ou un cadre économique propre. Ils prolongent des logiques qui leur préexistaient et sont plutôt incorporés dans l'ordre « normal » du quotidien. Ils ne correspondent pas non plus à des insertions sociales alternatives, puisque le trafic mobilise précisément les mêmes réseaux sociaux que les modes de vie antérieurs, c'est-à-dire des réseaux de parenté et de voisinage, sans transformer outre mesure la nature de la sociabilité. Cette immersion dans l'ordre de tous les jours, et dans ce sens dans une « normalité » qui n'est évidemment pas de même nature que celle de routines crimi-

nelles développées dans une niche spécifique, est loin de correspondre à l'image d'une économie antagonique ou de substitution (Godefroy, 1999)<sup>1</sup>. D'ailleurs on pourrait dire que les caractéristiques de ces narcomarchés participent pleinement de ce qui dessine le profil d'une société semi-périphérique dans le système mondial : entre autres éléments de l'essence hétérogène de celle-ci, on trouve précisément la coexistence dans toute la structure économique de logiques de production et d'échanges capitalistes et non capitalistes, et la coexistence d'un État-providence faible avec une « société providence » robuste (Santos, 1993)<sup>2</sup>.

Dans d'autres contextes de trafic, le simple déclin du modèle *free-lance* auquel j'ai fait référence a dissipé l'ambiguïté que l'on constate dans les contextes portugais, en rendant difficiles les incursions sporadiques dans le trafic et le va-et-vient entre légalité et illégalité. Une fois devenu salarié à temps plein dans ces narco-entreprises, pour ainsi dire, les ponts ont été coupés : la masse des acteurs de l'économie de la drogue s'est retrouvée beaucoup plus enfermée dans la sphère criminelle, cette coupure socio-économique étant souvent concomitante d'une désaffiliation (ou d'une rupture) par rapport à d'autres liens sociaux. La restructuration de ce marché illégal, combinée à un contrôle comparativement plus serré des activités informelles (mais qui, en même temps, s'accompagne d'une grandissante précarisation du monde du travail formel), a mis fin à la continuité entre formel, informel, illégal, et, ce faisant, a mis fin à la réversibilité des positions des individus et de leurs trajectoires. Le monde de petits trafiquants tel qu'il a été décrit par Peter Reuter *et al.* (1990)<sup>3</sup> paraît dorénavant bien résiduel. C'est ainsi que se multiplie dans les couches inférieures de l'univers du trafic ce que Ruggiero et South (1995)<sup>4</sup> ont déjà appelé le « délinquant massifié » (*mass criminal*), une sorte de *lumpen* multi-exclu et multi-aliéné qui assure de façon anonyme maintenant la reproduction du trafic.

Or ce *lumpen* est encore très peu représenté dans des contextes équivalents au Portugal. Mais, justement, la nature de ces marchés de drogue a cessé d'être équivalente. Quant à leurs propriétés

structurelles, quant à l'imbrication entre légalité et illégalité, quant à l'hybridation entre logiques marchande et non marchande qui s'y observent, les narcomarchés détaillants portugais ressemblent beaucoup plus à d'autres activités dans d'autres secteurs, comme les activités informelles de l'automobile en France telles qu'elles ont été décrites par Thierry Godefroy (1999), par exemple, qu'aux narcomarchés contemporains de même échelle dans d'autres contextes.

1. *Op. cit.*2. *Op. cit.*3. Peter Reuter, Robert MacCount, Murphy (1990), *Money from Crime. A Study of Drug Dealing in Washington DC*, Santa Monica (Cal.), Rand.4. *Op. cit.*